- Cours d'eau. 2. Les mots "cours d'eau," signifieront également "cours d'eau," "décharge," "égout," ou "ruisseau," dans lesquels plusieurs personnes sont intéressées et obligées ;
- Nombre singulier. 3. Les mots comportant le nombre singulier ou le genre masculin seulement, comprendront plus d'une personne, partie ou chose de la même espèce, les hommes aussi bien que les femmes, les mâles aussi bien que les femelles, et vice-versâ ;
- Personne. 4. Le mot "personne," signifiera et comprendra également tout corps incorporé ou politique, et les héritiers, exécuteurs, administrateurs ou autres représentants légaux de cette personne ;
- Inspecteur. 5. Le mot "inspecteur," signifiera également "inspecteur des chemins," ou "inspecteur de clôtures et de fossés" ;
- Désintéressé. 6. Par le mot "désintéressé," on entendra "qui n'a ni intérêt personnel, ni obligation aux travaux à faire, et qui n'est ni parent ni allié à aucun des parties intéressées, au troisième degré."

C A P . X L I .

Acte d'amendement des municipalités et des chemins
du Bas Canada de 1857.

[Sanctionné le 10 Juin, 1857.]

- Préambule. **A**TTENDU qu'il serait avantageux de faire d'autres changements dans l'acte des municipalités et des chemins du Bas Canada de 1855, tel qu'amendé par l'acte de 1856, dans la vue d'en rendre l'opération moins dispendieuse et pour d'autres objets d'une moindre importance : à ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :
- 18 V. c. 100.

INTERPRETATION.

- Clause interprétative. I. Pour les fins de cet acte les termes suivants, partout où ils se trouvent, signifieront respectivement ce qui suit, c'est-à-dire :
- 18 V. c. 100. I. Les mots "l'acte de 1855" seront censés s'appliquer à l'acte des municipalités et des chemins du Bas Canada de 1855,—les mots "l'acte de 1856," seront censés s'appliquer à l'acte d'amendement des municipalités et des chemins du Bas Canada de 1856,—les mots "dits actes" seront censés s'appliquer aux deux actes cités dans cette section, et les mots "dit acte" seront censés s'appliquer à l'acte qui aura été mentionné en dernier lieu, dans toute section où les mots "dit acte" se trouveront ;
- 19, 20 V. c. 101. 2. Cet acte et les dits actes ne seront censés former qu'un seul et même acte, excepté qu'en autant que certaines parties de l'acte de 1855 ont été abrogées par l'acte de 1856 et par le présent acte, et que certaines parties de l'acte de 1856 ont été abrogées par le présent acte ;
- Les dits actes et le présent acte n'en formeront qu'un.
Exception.

3. L'acte de 1856 sera cité sous le nom de l'*Acte d'amendement des municipalités et des chemins de 1856*, et le présent acte sera cité sous le nom de l'*Acte d'amendement des municipalités et des chemins de 1857*.

Titre de l'acte de 1856 et du présent acte.

ANNEXION DE PARTIES DE PAROISSES ET DE TOWNSHIPS ET DE PLACES EXTRA-PAROISSIALES.

II. 1. Nonobstant les dispositions du dixième paragraphe de la trente-troisième section de l'acte de 1855, les municipalités auxquelles il se rapporte continueront de former chacune une municipalité distincte, à moins que ses limites n'aient été ou ne soient plus tard changées en vertu de quelque autre disposition du dit acte ;

Cas où les municipalités restent les mêmes.

2. Nonobstant les dispositions des dits actes, les places suivantes formeront chacune une municipalité distincte et séparée à compter du premier janvier, mil huit cent cinquante-huit, savoir :

Places qui formeront des municipalités distinctes.

La paroisse de St. Germain, dans le comté de Drummond, comprenant les rangs sixième, septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième et treizième du township de Grantham, sous le nom de la Municipalité de la paroisse de Saint Germain : le reste du township de Grantham avec les townships de Wendover et de Simpson, sous le nom de la Municipalité de Grantham, Wendover et Simpson : la partie nord du township de Winslow, dans le comté de Compton, sous le nom de la Municipalité de Winslow Nord : la partie sud du dit township sous le nom de la Municipalité de Winslow Sud ; et les limites des deux municipalités en dernier lieu mentionnées seront fixées et désignées par un règlement du conseil de comté ; et l'étendue de territoire désigné dans la proclamation insérée dans le numéro du *Canada Gazette* publiée par autorité, en date du septième jour de février mil huit cent cinquante-sept, comme étant destiné à former une municipalité séparée à compter du premier jour de janvier prochain, sous le nom de la Corporation du village de St. Césaire, sera divisé de la municipalité de la paroisse de St. Césaire et formera une municipalité distincte et séparée sous le nom ci-dessus mentionné à compter de la passation du présent acte ; et les élections des conseillers municipaux de la dite corporation du village de St. Césaire, pourront se faire en la manière pourvue par la loi le premier lundi du mois de juillet prochain ;

Paroisse de St. Germain.

Grantham, Wendover, etc.

Winslow nord et sud.

Village de St. Césaire.

3. Nonobstant les dispositions du cinquième paragraphe de la trente-troisième section de l'acte de 1855, toute paroisse dont fera partie une ville ou un village incorporé sera désignée sous le nom de la Municipalité de la paroisse de (insérez le nom de la paroisse) pourvu que la population de telle paroisse en dehors des limites de telle ville ou village excède trois cents âmes.

Comment seront désignées les paroisses en certains cas.

POUVOIRS COMMUNS A TOUS LES CONSEILS.

III. En sus des pouvoirs dont il est revêtu par les susdits actes, tout conseil aura le droit de faire, amender ou abroger,

Pouvoirs plus étendus des conseils,

de temps à autre, un ou plusieurs règlements pour tous et chacun des objets suivants :

Nombre des sessions générales.

1. Pour limiter le nombre de ses sessions générales à pas moins d'une, par année, pour les conseils de comté, et à pas moins de quatre, par année, pour les conseils locaux ;

Cartes et documents concernant la propriété publique.

2. Pour obliger toute personne en la possession de qui se trouveraient des cartes, plans, titres, pièces, ou autres documents concernant quelque chemin, rue, ruelle, place publique, ou autre propriété dans la municipalité, d'en donner communication au dit conseil, ou à quelqu'un de ses officiers, et de permettre à tel officier ou autre personne qui serait désignée à cet effet par l'officier principal de la municipalité, d'en prendre copie ;

Taxe spéciale imposée sur les personnes intéressées.

3. Tout conseil aura le droit, par résolution, d'imposer et prélever sur les intéressés dans tout ouvrage fait pour l'avantage de la municipalité ou d'une partie des habitants de la municipalité, une taxe spéciale pour subvenir au paiement de tel ouvrage, lors même que sa confection n'aura pas été précédée ou suivie des formalités voulues par la loi.

PERSONNES INCAPABLES OU EXEMPTES D'ACCEPTER LA CHARGE DE MEMBRES OU D'OFFICIERS DES CONSEILS MUNICIPAUX.

Retraite des membres du conseil.

IV. 1. Tout conseil aura le droit de permettre à l'un de ses membres de se démettre de sa charge, et de le remplacer en la manière déterminée par l'acte de 1855 ;

Certains conseillers autorisés à se retirer.

2. Toute personne qui n'étant pas obligée d'accepter une charge de conseiller municipal, l'a, ou l'aura cependant acceptée, aura le droit de se démettre en tout temps de la dite charge, en en donnant avis par écrit au secrétaire-trésorier du conseil local dont elle fait partie, et elle sera remplacée en la manière indiquée par le dit acte pour les cas de décès ;

Election d'un nouveau préfet.

3. Lorsque la personne qui se sera ainsi démis de sa charge de conseiller est en même temps préfet du comté, le secrétaire-trésorier du conseil local, dans les huit jours qui suivront la réception du dit avis, en transmettra une copie au secrétaire-trésorier du conseil de comté ; et aussitôt qu'un maire aura été élu en remplacement du démissionnaire, le conseil de comté procédera à l'élection d'un nouveau préfet, en la manière déterminée par le dit acte.

POUVOIRS COMMUNS A TOUS LES CONSEILS LOCAUX.

Autres pouvoirs des conseils locaux,

V. 1. En sus des pouvoirs dont il est revêtu par les susdits actes, tout conseil local pourra accepter des commissaires d'école

d'école de toute municipalité scolaire située dans les limites de la municipalité locale, le rôle ou un extrait certifié du rôle des perceptions pour les contributions aux écoles, et pourra ordonner, par résolution, que la perception des deniers se fasse en même temps et de la même manière que celle des cotisations municipales; et tout secrétaire-trésorier chargé de percevoir tels deniers les remettra en entier, et aussitôt qu'il les aura perçus, au secrétaire-trésorier des écoles à qui il appartiendra ;

quant à la perception des deniers.

2. Tout conseil local aura droit de faire amender ou abroger de temps à autres, des règlements pour accorder des licences aux colporteurs et autres commerçants et artistes voyageurs, et pour empêcher qu'ils n'exercent leur commerce, ou ne pratiquent leur art, sans être licenciés ;

Quant à certains règlements.

3. Le quatrième paragraphe de la quarante-deuxième section de l'acte de 1855 est par le présent abrogé, et à l'avenir les traverses sur tout fleuve, rivière ou étendue d'eau, dont les deux rives ne sont pas situées dans le même comté (excepté les traverses entre la cité de Québec et la paroisse Notre-Dame de la Pointe-Lévi, et les traverses entre la cité de Montréal et la paroisse de Longueuil,) seront sous le contrôle des conseils des municipalités locales situées sur tel fleuve, rivière ou étendue d'eau ; et chaque conseil sur chaque rive aura pour la régie de toute telle traverse jusqu'au milieu du fleuve, rivière ou étendue d'eau, les mêmes pouvoirs que ceux qui lui sont conférés par le cinquième paragraphe de la quinzième clause du dit acte à l'égard de toutes les autres traverses sous son contrôle ;

Traverses entre deux comtés.

Québec et Montréal exceptés.

4. Toutes les dispositions de l'acte passé dans la seizième année du règne de Sa Majesté, intitulé : *Acte pour régler les traverses au-delà des limites des municipalités dans le Bas Canada*, qui sont contraires aux dispositions du dernier paragraphe du présent acte, sont abrogées ;

Rappel des dispositions de la 16 V. c. 212, qui sont incompatibles.

5. Tout conseil local aura le droit d'ordonner par résolution, qu'il sera tenu un registre de tous procès-verbaux et règlements touchant les chemins et ponts dans la municipalité. Et chaque fois qu'une telle résolution aura été adoptée, le secrétaire-trésorier recueillera en toute diligence, tous les procès-verbaux et règlements en vigueur dans la municipalité, les copiera dans un registre tenu par lui à cet effet, certifiera la vérité du registre, le déposera dans son bureau parmi les archives du conseil, et donnera avis public du dépôt de tel registre aussitôt qu'il aura été fait ;

Enregistrement des procès-verbaux.

Devoirs du secrétaire-trésorier.

6. Tous nouveaux procès-verbaux et règlements concernant les chemins et ponts, faits depuis le dépôt du registre, y seront également insérés ;

Insertions des nouveaux procès-verbaux.

Le registre sera ouvert aux intéressés.

7. Tout contribuable de la municipalité aura droit d'avoir accès au dit registre, et de l'examiner durant les heures de bureau ;

Le registre sera avis suffisant.

8. Et dès l'expiration d'un mois après le dépôt de tout tel registre, la publicité ainsi donnée aux procès-verbaux et règlements sera censée être un avis suffisant aux personnes obligées à faire des travaux ou payer des deniers en vertu de tels procès-verbaux et règlements ; et il ne sera pas nécessaire de donner aucun autre avis à telles personnes pour les contraindre à remplir leurs dites obligations ;

Effet du registre comme preuve.

9. Tout tel registre certifié par le secrétaire-trésorier, sera authentique ; toute copie ou extrait certifié de tout tel registre sera également authentique ; et la preuve du contenu de tout tel procès-verbal ou règlement ainsi enregistré, se fera par la production du registre par le secrétaire-trésorier, soit par copie ou extrait dûment certifié par lui ;

Droit de vote de l'officier principal en certains cas.

10. Qu'il soit déclaré que le premier officier de tout conseil a et a toujours eu le droit de voter sur toutes questions controversées qui ne peuvent être décidées que par le vote des deux tiers des membres de tel conseil.

CONSEILS LOCAUX.

POUVOIRS SPÉCIAUX DES CONSEILS DE VILLE ET DE VILLAGE.

Pouvoirs additionnels des conseils de ville et de village.

VI. 1. Tout conseil de ville ou de village, en sus des pouvoirs dont ces conseils sont revêtus par les actes susdits, aura le droit de faire amender ou abroger, de temps à autre, des règlements pour les fins suivantes, savoir :

Construction d'aqueducs, etc.

2. Pour l'établissement, construction et maintien d'un aqueduc, dans la vue de fournir de l'eau salubre aux habitants de la municipalité ; pour la prise de possession de tout terrain nécessaire pour l'usage de tel aqueduc, ou pour le passage des canaux dans lesquels l'eau doit couler, que tel terrain soit situé en dedans ou en dehors de la municipalité, et que le propriétaire consente ou non à telle prise de possession ; et pour imposer et prélever toute taxe qu'il jugera convenable pour assurer la construction et l'entretien de tel aqueduc : pourvu que le montant de toute indemnité pour expropriation et de tous dommages causés par la construction ou l'entretien de tout tel aqueduc, soit déterminé de la manière voulue en pareille matière par l'acte de 1855.

Pouvoir de prendre des terrains et d'imposer des taxes.

Proviso.

EXTENSION AUX MUNICIPALITES DE VILLE ET VILLAGE DES CLAUSES DE L'ORDONNANCE DE POLICE DE QUEBEC ET DE MONTREAL TOUCHANT LES PERSONNES DEREGLEES.

Pouvoirs de police.

VII. Qu'il soit déclaré, que les clauses de l'ordonnance touchant la police, spécifiées dans la vingt-cinquième clause de l'acte de 1855, font, et ont toujours fait partie du dit acte.

SURINTENDANT

SURINTENDANT DE COMTE, NOUVEAUX PROCES-VERBAUX,
POUVOIRS ET DEVOIRS DES OFFICIERS DE VOIERIE.

VIII. Nonobstant les dispositions contenues aux dits actes, nul conseil de comté n'aura le droit à l'avenir de nommer un surintendant de comté, laquelle charge est par le présent supprimée ; Charge de surintendant de comté abolie.

2. A l'avenir tous les pouvoirs et attributions dont le surintendant de comté était revêtu par les susdits actes, seront exercés de la manière suivante : Qui en exercera les pouvoirs, etc.

A l'égard de tout ouvrage de comté, par le conseil de comté ;

A l'égard de tout ouvrage local, par le conseil local ;

A l'égard de tout ouvrage concernant plusieurs comtés, par le préfet du comté dans lequel l'initiative aura été prise ; lequel préfet convoquera l'assemblée des délégués, la présidera et aura la voix prépondérante ci-devant conférée au surintendant ;

3. Tout conseil aura le droit de nommer, par résolution, une personne convenable pour faire tout procès-verbal, ou pour remplir tout autre devoir ci-devant dévolu au surintendant ; toute personne ainsi nommée pour toutes les fins de telle résolution, sera censée être un des officiers municipaux, sera tenue de remplir toutes les formalités ci-devant exigées du surintendant en pareil cas, et sera sujette aux mêmes pénalités en cas de négligence ; Le conseil pourra nommer une personne pour remplir certains autres devoirs du surintendant.

4. Tout conseil aura aussi le droit de rejeter aussi bien qu'homologuer ou amender tout procès-verbal ainsi fait ; et lorsqu'un procès-verbal ou rapport aura été rejeté, il sera loisible au conseil d'ordonner que les frais encourus soient payés par les personnes qui auront demandé tel procès-verbal ou rapport, et de déterminer le montant de tels frais ; Quant aux procès-verbaux.

5. Toute requête qui, d'après les dispositions du dit acte de 1855, devait être présentée au surintendant, sera à l'avenir adressée au conseil de comté, si elle a trait à un ouvrage concernant un ou plusieurs comtés, ou au conseil local si elle a trait à un ouvrage local, et sera remise au secrétaire-trésorier qui la présentera incontinent au conseil s'il siège, ou à la première séance ensuivante s'il ne siège pas ; Les requêtes seront adressées aux conseils.

6. Le secrétaire-trésorier de tout conseil remplira les devoirs ci-devant dévolus au surintendant, en vertu des dispositions des sixième et septième paragraphes de la vingt-unième section du dit acte de 1855, en autant qu'ils concernent les affaires de la municipalité dans les limites de laquelle il exerce ses fonctions ; Certains devoirs du surintendant dévolus au secrétaire-trésorier.

7. Toutes les dispositions des susdits actes qui répugnent à celles contenues en cette section, sont par le présent abrogées. Rappels des dispositions incompatibles.

PAR

PAR QUI SERONT ENTRETENUS LES CHEMINS EN L'ABSENCE DE TOUT REGLEMENT OU PROCES-VERBAL REGLANT LA CONSTRUCTION ET L'ENTRETIEN D'ICEUX.

Pouvoirs de l'inspecteur des chemins quant aux travaux sur les routes.

IX. Nonobstant les dispositions de la quarante-cinquième section de l'acte de 1855, tout inspecteur de chemins dans sa division, pourra, dans l'absence de tout procès-verbal, règlement ou ordre valable prescrivant le contraire, faire faire les travaux nécessaires pour entretenir les routes, et les chemins qui doivent être faits comme routes, par la main d'œuvre des parties tenues de les entretenir, dans les proportions indiquées par la dite section.

ESTIMATION ET EVALUATION.

Devoirs des estimateurs.

X. 1. Nonobstant les dispositions contenues dans le troisième paragraphe de la soixante-et-cinquième section de l'acte de 1855, les estimateurs désigneront, dans le rôle d'évaluation, les biens-fonds dont les propriétaires leur sont inconnus, par le numéro et la concession, ou par les tenants et aboutissants si tels biens-fonds ne portent pas de numéros publiquement connus, et mettront, au lieu du nom du propriétaire, le mot " inconnu ; "

A qui sera transmis l'état à fournir par les compagnies de chemin de fer.

2. L'état que toute compagnie de chemin de fer est tenue de fournir, en vertu des dispositions contenues dans le sixième paragraphe de la section en dernier lieu mentionnée, sera transmis au secrétaire-trésorier de la municipalité dans le cours du mois de mars de chaque année ; à défaut de quoi, les estimateurs feront l'évaluation des propriétés appartenant à la compagnie, de la manière indiquée au dit paragraphe.

CORVEES.

La 71e section de l'acte de 1855 amendée.

XI. Le premier paragraphe de la soixante-et-onzième section du dit acte de 1855 sera interprété comme si les mots " le propriétaire ou " avaient été insérés entre les mots " auxquels " et " l'occupant " sur la deuxième ligne du dit paragraphe.

PERCEPTION DES COTISATIONS, DEVOIRS DES SECRE-TAIRES ET AUTRES OFFICIERS A CET EGARD.

Pouvoirs du conseil quant au temps fixé pour le rôle général.

XII. 1. Nonobstant les dispositions du troisième paragraphe de la soixante-et-quatorzième section du dit acte de 1855, tout conseil local pourra, par résolution, ordonner au secrétaire-trésorier de faire le rôle général des perceptions, à toute époque convenable, autre que celle mentionnée au dit paragraphe ;

Quant aux ventes des lots de terre.

2. Nonobstant les dispositions contenues dans le onzième paragraphe de la soixante-et-quatorzième section du dit acte de 1855, toute vente de lots ou lopins de terre, faite sous l'autorité du dit acte, sera, à l'avenir, annoncée comme devant se faire, et se fera, au lieu où se tiendront alors les séances du conseil de

de comté ; et il sera loisible au secrétaire-trésorier d'annoncer et faire vendre la coupe du bois pour une ou plusieurs années sur un lot de terre quelconque, au lieu du fonds ;

Le droit de couper du bois pourra être vendu.

3. Les dispositions du troisième paragraphe de la vingt-cinquième section de l'acte de 1856 ne s'appliqueront pas aux personnes qui résident en dehors des limites de la municipalité, lesquelles seront tenues de payer leurs cotisations dans les trente jours qui suivront l'avis public mentionné dans le deuxième paragraphe de la même section, sans qu'il soit besoin de leur faire aucune demande de paiement, soit personnellement soit à domicile ;

Par. 3, sec. 25, acte de 1856, non applicable à certaines personnes.

4. Le secrétaire-trésorier insérera dans l'état qu'il doit préparer chaque année, en vertu des dispositions du dixième paragraphe de la soixante-et-quatorzième section de l'acte de 1855, toutes les autres cotisations, taxes et dettes qui sont réclamées, soit par les commissaires d'école, soit par les inspecteurs de cours d'eau, clôtures et fossés, soit par toute autre tierce personne qui aurait déboursé des deniers pour le paiement de toute telle cotisation, imposition ou dettes, ou qui aurait fait faire des travaux pour autrui sur quelque lot désigné au dit état.

Les taxes des écoles, etc., seront insérées dans l'état du secrétaire-trésorier.

VENTES DES PROPRIETES.

XIII. L'acquéreur d'un lot de terre en vertu de la soixante-et-quinzième section de l'acte de 1855, n'aura pas le droit d'enlever du bois, pendant la première année de sa possession, sur le terrain ainsi acquis, et le propriétaire primitif devra, avant que de pouvoir reprendre possession de son lot de terre ainsi vendu, payer à l'acquéreur, en sus de ce qu'il est tenu de payer par le cinquième paragraphe de la dite section, toutes les taxes ou travaux publics qu'il aura payés ou faits pendant qu'il l'aura eu en sa possession ;

Droits des acquéreurs durant la première année.

2. Tout acte de vente d'un lot ou lopin de terre qui sera vendu en vertu des dispositions des dites actes ou des lois municipales en force avant 1855, lequel aura été ou sera ci-après, pendant l'intervalle qui s'écoulera entre la vente d'icelui et la passation de tel acte, séparé d'un comté et réuni à un autre, sera passé par le secrétaire-trésorier du conseil du comté où se trouvera tel lot ou lopin de terre au temps où l'acheteur aura droit d'avoir tel titre, et il devra exhiber à tel secrétaire-trésorier un certificat spécifiant les particularités de la vente.

Exécution des actes de vente en certains cas.

RECOUVREMENT DES PENALITES.

XIV. 1. Le deuxième paragraphe de la vingt-septième section de l'acte de 1856, sera interprété à l'avenir comme si les mots "siégeant dans la municipalité" avaient été insérés après les mots "tout juge de paix," sur la sixième ligne du dit paragraphe ;

Par. 2, sec. 27 de l'acte de 1856, interprété.

Appel aura lieu sur requête, etc.

2. Aucune cour de justice n'aura à l'avenir le droit d'émaner un writ de *certiorari*, pour réviser un jugement ou procédé quelconque prononcé ou adopté par un juge de paix ou par une cour de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, en vertu des dispositions des dits actes ou du présent acte ; mais il y aura appel de tout tel jugement par requête libellée à la cour de circuit dans le circuit où le jugement aura été rendu ;

Le juge de paix pourra nommer son greffier.

3. Nonobstant les dispositions du troisième paragraphe de la soixante-dix-septième section de l'acte de 1855, tout juge de paix pourra nommer son propre greffier dans les poursuites intentées en vertu des dits actes ; mais tout greffier ainsi nommé transmettra au secrétaire-trésorier de la municipalité locale, dans trois jours de la date de tout jugement rendu dans toute telle poursuite, copie dûment certifiée des procédés ; et tout tel greffier sera censé être un officier municipal quant aux devoirs qui lui sont imposés par cet acte ;

Exposé.

4. Et pour faire disparaître tout doute à l'égard des personnes qui peuvent poursuivre ou être poursuivies en vertu des dits actes, qu'il soit déclaré et statué comme suit ;

Qui aura droit de poursuivre.

5. Toute personne majeure a et aura le droit de poursuivre tout officier municipal ou autre personne en vertu des dispositions des dits actes et de cet acte ;

Droit des personnes faisant des ouvrages publics.

6. Toute personne qui, à la réquisition ou avec la sanction de quelqu'autorité municipale, officier de voirie ou cour de justice, a ou aura fait, ou fait faire, ou payé pour la confection de quelqu'ouvrage construit pour l'avantage d'une municipalité ou d'une partie des habitants d'icelle, aura le droit de poursuivre les intéressés ou la municipalité devant toute cour compétente pour le recouvrement de sa créance, lors même que tel ouvrage n'aura pas été précédé ou suivi des formalités voulues par la loi ;

Les municipalités pourront poursuivre devant les cours de Circuit.

7. Toute municipalité pourra poursuivre le recouvrement de toute dette à elle due, devant la cour de circuit du circuit dans lequel la municipalité est située.

C A P . X L I I .

Acte pour expliquer et amender les actes du fonds consolidé d'emprunt municipal.

[Sanctionné le 10 Juin, 1857.]

Préambule.

ATTENDU qu'il peut s'élever des doutes quant à l'interprétation du mot "municipalité," tel qu'applicable à quelques-unes des municipalités du Bas Canada, dans ses rapports avec